

# Roumanie\*

Jacques Le Cacheux,

*Département des études de l'OFCE*

Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale jusqu'à nos jours, la Roumanie s'est toujours distinguée de ses partenaires du Conseil d'assistance économique mutuel (CAEM) par des orientations originales, souvent saluées à l'Ouest comme traduisant des choix courageux, mais dont les conséquences se sont avérées catastrophiques après coup. Traitée par l'URSS en pays vaincu au lendemain de la guerre, la Roumanie a adopté le modèle de développement soviétique — industrialisation forcée, avec collectivisation et sacrifice de l'agriculture —, en même temps que la centralisation du pouvoir politique, dont la personnalisation et l'arbitraire iront croissant jusqu'à la chute du régime, lors de la « Révolution de décembre 1989 ». En prenant ses distances à l'égard du CAEM, le pouvoir choisit, dès le début des années soixante, l'indépendance économique nationale, accompagnée d'une ouverture commerciale sur l'Occident qui fera longtemps figure de libéralisme. S'autoproclamant « pays socialiste en développement » au début des années soixante-dix, la Roumanie devient membre du GATT en 1971, du FMI et de la Banque mondiale en 1972 ; elle obtient, de ce fait, d'importants avantages commerciaux à l'Ouest — accord de préférence généralisée avec la Communauté européenne (CE) en 1974, clause de la nation la plus favorisée aux Etats-Unis en 1975 — et resserre ses liens commerciaux et politiques avec les PED — en 1976, elle est admise au sein du « groupe des 77 » pays non alignés. La grave crise des paiements qui se déclare en 1981 incite les autorités à une politique draconienne de repli visant l'autosuffisance économique ; réduisant fortement ses importations en provenance des pays occidentaux et prenant ses distances à l'égard des orientations plus libérales qui émergent chez ses voisins de l'Est, le régime roumain termine la décennie dans un isolement croissant, tout en précipitant le pays dans une pauvreté dont on ne découvre l'ampleur que depuis l'amorce de libéralisation qui a accompagné la mise en place du nouveau régime.

L'analyse de la situation économique est rendue particulièrement difficile par le fait que la Roumanie est sans doute le pays d'Europe de l'Est dans lequel les statistiques officielles présentaient la fiabilité la plus douteuse. Outre les nombreux trucages (par exemple, enregistrement des naissances trois semaines après l'accouchement biaisant les chiffres de la mortalité infantile) et falsifications que révèlent aujourd'hui les nouveaux dirigeants (le Ministre des Finances déclarait en janvier — *Financial Times* du 22/01/90 — que certains chiffres de la production agricole avaient été multipliés par quatre), il faut citer les considérables

---

(\*) Cette étude a été réalisée avec l'aide de Bénédicte Babikian, stagiaire au Département des études de l'OFCE.

amputations subies par l'annuaire statistique roumain depuis quelques années, ainsi que les problèmes rencontrés par les émissaires d'organismes internationaux tels que le FMI lors de leurs enquêtes. La réalité économique roumaine est donc mal connue et les hésitations du nouveau pouvoir issu de la « Révolution de décembre » et des élections générales du 20 mai empêchent de déceler une orientation clairement libérale, ce qui nourrit la méfiance et les réticences des gouvernements occidentaux, conscients aujourd'hui d'avoir été abusés par les apparences d'ouverture du régime précédent.

## Population, ressources naturelles et structures économiques <sup>(1)</sup>

Traversée par le Danube, qui se jette dans la Mer Noire sur ses côtes, la Roumanie a de longues frontières terrestres communes avec l'URSS, la Hongrie, la Yougoslavie et la Bulgarie. Avec une superficie de 237 500 km<sup>2</sup> et une **population** de 23,2 millions d'habitants — soit un peu moins de la moitié de la France dans les deux cas —, la Roumanie se situe à la deuxième place des pays du CAEM hors URSS, derrière la Pologne (38,2). La population, majoritairement d'origine latine et de religion orthodoxe, comprend une importante minorité hongroise (environ 8 %), catholique, longtemps victime d'une politique d'assimilation forcée et récemment au cœur de troubles inter-ethniques graves. Les évolutions démographiques (tableau 1), ont été fortement marquées par les politiques mises en œuvre : libéralisation de l'avortement en 1957, suivie d'une chute de la natalité — le taux passant d'environ 25 ‰ en 1955 à 14 ‰ en 1966 — ; retour à une législation très restrictive et particulièrement coercitive à la fin de 1966, qui provoque une remontée « prodigieuse » de la natalité — 27 ‰ en 1967 —, bientôt suivie d'une lente érosion que la baisse du niveau de vie, dans les années quatre-vingt, précipite. La dégradation des conditions de vie est également à l'origine d'une augmentation importante des taux de mortalité — infantile notamment — que les données officielles sous-estiment sans doute considérablement (voir plus haut). La politique de développement industriel et de collectivisation s'est traduite par une urbanisation des campagnes, destinée à empêcher par la contrainte l'exode rural. A partir de 1974, la « systématisation du territoire » a accentué ce phénomène de concentration forcée des populations rurales ; accélérée par un décret de 1988, cette politique avait pour objectif affiché la récupération de 300 000 hectares de terres arables grâce à la destruction de 400 villes et 7 000 villages.

Relativement favorisée par des conditions naturelles qui, en dépit de fortes variations climatiques, en faisaient l'un des « greniers à blé » de

---

(1) La plupart des informations contenues dans cette étude proviennent de deux sources : Lhomel, 1986 et 1990 ; UN, 1990.

l'Europe d'avant-guerre, la Roumanie est dotée de **ressources énergétiques** non négligeables — pétrole, gaz naturel et charbon — et de gisements de **minerais métalliques non ferreux** — plomb, zinc et manganèse — qui, toutefois, ne couvrent pas les besoins nationaux ; elle est pratiquement dépourvue de minerais de fer et de cuivre.

Malgré l'industrialisation forcée, les **structures** du pays sont encore celles d'une économie largement agricole (tableaux 2 et 3), même si ce secteur est très sous-développé et sa productivité très faible : la priorité

### 1. Indicateurs démographiques

	Population en millions	- 15 ans en %	+ 65 ans en %	Taux de mortalité infantile (a)	Taux de mortalité (b)	Taux de natalité (b)
1950	16,3	—	—	116,7	12,4	22,4 (c)
1970	20,2	26	9,4	49,4	9,5	21
1989	23,2	25	10	25	11	16

Superficie : 237 500 km<sup>2</sup>

Densité (1989) : 97 habitants / km<sup>2</sup>

(a) pour 1 000 naissances.

(b) pour 1 000 habitants.

(c) 1947.

Source : INED, *Population et sociétés*.

### 2. Structure de la population active (en % du total)

	1960	1980	1988
Agriculture .....	65,6	30,1	28,5
Industrie .....	13,2	32,2	33,7
Autres .....	21,2	37,7	37,8
Total .....	100	100	100
Part de la population active dans la population totale en % .....	59,7 (a)	50,1 (b)	—

(a) pour 1956.

(b) pour 1977.

Sources : FMI, *World Economic Outlook*, mai 1990, et BIT (part de la population active).

## 3. Structure du produit matériel net en 1988

Par origine		Par utilisation (a)	
Prix courants	en % du total	Prix courants	en % du total
Agriculture .....	15,0	Consommation privée .....	55,6
Industrie .....	53,3	Consommation social .....	6,6
		Investissement .....	27,2
Autres .....	31,7	Exportations nettes .....	3,5
Total .....	100,0		

(a) La structure par utilisation se réfère au PIB en 1986.

Source : The Economist Intelligence Unit, *Romania Country Report*, N° 1, 1990.

accordée aux investissements industriels s'est traduite par une mécanisation très limitée, tandis que la main-d'œuvre agricole a eu tendance à se féminiser et à vieillir. La collectivisation de l'agriculture a été progressive mais quasi complète : de 21,6 % des surfaces agricoles en 1948, la superficie exploitée par le secteur socialisé — fermes d'Etat et fermes collectives — est passée à plus de 90 % en 1965, tandis que les paysans étaient soumis, pour les produits de leurs lopins individuels, au système des livraisons obligatoires à l'Etat. En dépit de conditions naturelles favorables, l'agriculture n'assurait plus, en 1989, un approvisionnement alimentaire suffisant à la population <sup>(2)</sup>.

La Roumanie a atteint partiellement l'objectif fixé après la guerre d'opérer le passage d'une économie agraire à une économie industrielle : selon l'ONU, (UN, 1990) l'**industrie** représentait, en 1986, 62,5 % du produit matériel net — mais seulement 53,3 % en 1988, selon l' Economist Intelligence Unit (tableau 3). Le secteur est dominé par l'industrie de l'énergie et des métaux, les constructions mécaniques, la chimie et l'industrie alimentaire. Il a subi le contrecoup de la politique de désendettement qui s'y est traduit par un retard de l'investissement productif et un ralentissement de la production dû aux économies d'énergie. L'arrêt des importations, notamment de technologie, a empêché la modernisation d'un appareil productif devenu obsolète. De même, les économies d'énergie ont ralenti le fonctionnement des installations industrielles. De plus, la politique d'investissement a souvent été marquée de mégalomanie ou d'irrationalité : priorité donnée à des investissements de prestige gigantesques (destruction du centre ancien de Bucarest pour ériger la Maison de la République, construction du

(2) Les graves pénuries ont été accentuées, dans les années quatre-vingt, par une politique d'exportations massives. Voir ci-après.

canal Danube-Mer Noire), entêtement à développer une industrie pétrochimique dont les capacités dépassent les ressources nationales en pétrole et exigeaient donc de croissantes importations d'énergie...

La structure du **commerce extérieur** par produits (tableau 4) reflète en partie ces choix de spécialisation. En particulier, les matières premières, dont la Roumanie est pourtant relativement bien dotée, représentent plus de la moitié des importations, alors que la fraction exportée des produits de transformation de ces mêmes matières premières entre pour près d'un quart dans les exportations. En outre, malgré les pénuries alimentaires, les exportations de denrées ont toujours excédé les importations dans les années quatre-vingt.

**4. Commerce extérieur total par produits, 1986**  
(millions de US \$)

Exportations (F A B)	Importations (F A B)
Machines et équipement ..... 4 628	Produits énergétiques, minéraux et métaux ..... 5 179
Produits énergétiques, minéraux et métaux ..... 2 759	Machines et équipement ..... 3 082
Biens de consommation industriels ..... 2 170	Produits chimiques, engrais, etc..... 646
Produits alimentaires ..... 1 116	Produits alimentaires ..... 551
Produits chimiques, engrais, etc ..... 1 116	Biens de consommation industriels ..... 477
Total incluant autres rubriques ..... 12 543	Total incluant autres rubriques ..... 10 590

Source : The Economist Intelligence Unit, *Romania Country Report*, N° 1, 1990.

Au cours de la même période, la part du commerce avec les pays du CAEM (tableau 5) a été croissante, au détriment, surtout, des échanges avec les PED. En ce qui concerne les importations cependant, ce sont principalement celles en provenance des pays de l'OCDE qui ont été comprimées pour dégager des surplus en devises convertibles et rembourser la dette extérieure (voir ci-après).

5. Commerce international par zones (1980, 1985 et 1988)  
(en % du total en valeur)

Groupe de partenaires	Exportations			Importations		
	1980	1985	1988	1980	1985	1988
CAEM	37,3	35,9	39,8	30,7	42,8	52,2
• URSS	19,6	21,4	23,4	15,6	22,4	30,9
• Autres	17,7	14,5	16,4	15,1	20,4	21,3
OCDE (1)	34,8	33,9	37,9	31,2	17,3	11,6
Reste du monde (2)	28,0	30,3	22,3	38,1	39,9	36,2

(1) sauf Australie et Nouvelle Zélande, mais incluant la Yougoslavie.

(2) pays en développement et pays socialistes hors CAEM.

Source : OCDE, *Perspectives économiques*, N° 47, juin 1990.

## Historique et évolutions récentes

### Orthodoxie, indépendance et ouverture

Vaincue et très appauvrie par la Seconde guerre mondiale, la Roumanie dut accepter les conditions imposées par les Soviétiques — leur modèle de nationalisation, d'industrialisation à outrance et de collectivisation de l'agriculture, mais aussi le versement d'indemnités (300 millions de dollars en six ans, en pétrole et céréales) et la constitution de *sovroms*, sociétés mixtes détenant un tiers du capital industriel roumain et livrant 50 % de leur production à l'URSS. Jusqu'en 1953, la priorité absolue à l'industrialisation et aux exportations industrielles vers l'Union soviétique contribua, avec les mauvaises conditions climatiques, à affaiblir durablement l'agriculture et à appauvrir les paysans.

Après une « pause » dans l'industrialisation et un assouplissement temporaire des contraintes étatiques pesant sur la population (1953-1958) <sup>(3)</sup> — qui correspondit à la relative « détente » post-stalinienne observée dans tous les pays de l'Est mais aussi à la nécessité de

(3) Les *sovroms* furent dissouts en 1956.

comblent le déficit commercial en freinant les achats d'équipement —, le mouvement de collectivisation et de modernisation reprit. Ses orientations générales n'allaient cependant pas dans le sens de la spécialisation décidée à l'intérieur du CAEM ; la volonté d'indépendance et d'autosuffisance dont elles émanaient fut sévèrement critiquées par les pays partenaires. C'est à la suite des obstacles que ceux-ci mirent sur la voie du développement de la sidérurgie roumaine que les autorités accentuèrent la réorientation vers l'Occident de leurs échanges extérieurs. Cette ouverture à l'Ouest fut consolidée, en 1971, par une loi sur les *joint-ventures*, puis par l'adhésion aux grandes institutions internationales occidentales (GATT, FMI, Banque mondiale). A l'intérieur, cependant, le gouvernement roumain, conduit depuis 1965 par Nicolae Ceausescu, poursuivait une politique économique dans le droit fil de l'orthodoxie stalinienne et parvenait à mobiliser la population sur le thème de l'indépendance nationale. Après un léger fléchissement de la croissance — de 9,4 % au cours de la période 1960-1965 à 7,6 en 1966-1970 —, l'économie enregistra une nouvelle phase d'accélération — 11,3 % par an pendant la période 1971-1975.

### **La crise de l'endettement extérieur et l'austérité des années quatre-vingt**

La croissance des années soixante et soixante-dix avait été en partie financée par un large recours aux crédits étrangers. Mal orientée, la spécialisation industrielle avait accru les besoins énergétiques du pays, qui devint importateur net de pétrole en 1975 et dut, à partir de 1979, se tourner vers l'URSS pour ses approvisionnements. La **dette extérieure** s'accumula rapidement, passant de 1,2 milliard de dollars en 1971 à 10,1 milliards en 1981. La crise financière ouverte était alors inévitable et la Roumanie dut demander un rééchelonnement de sa dette.

Un programme d'austérité fut mis en œuvre, avec l'assistance spéciale du FMI (juin 1982-novembre 1983) : dévaluation du *leu*, augmentation des taux d'intérêt et des prix de l'énergie et de l'alimentation. Mais la collaboration avec le FMI a été suspendue en 1984. La politique extraordinairement restrictive mise en œuvre à partir de 1981 a atteint son unique objectif : le remboursement intégral de la dette extérieure était pratiquement achevé en 1989 (tableaux 6 et 7). Ce résultat a été obtenu par une réduction massive des importations (tableau 8) qui s'est traduite par une chute de l'investissement (tableau 9) — donnant un coup d'arrêt à la modernisation de l'industrie. Les échanges extérieurs ont été réorientés vers le CAEM, et surtout vers l'URSS, malgré l'affirmation, à partir de 1986, d'une « dissidence » croissante, à l'encontre cette fois de la libéralisation amorcée par M. Gorbatchev.

Mais ce sont surtout les conditions de vie de la population qui ont pâti de la politique de désendettement : la consommation par habitant aurait diminué de 40 % par rapport à la fin des années soixante-dix et la population roumaine est aujourd'hui la plus pauvre de l'Europe de

l'Est. Les salaires réels ont été comprimés (tableau 10) <sup>(4)</sup>. Le régime d'austérité s'est aussi traduit par une situation d'incurie et de pénurie digne de l'après-guerre : le rationnement des principales denrées alimentaires était réinstauré en 1981 (il avait été supprimé en 1954), celui des produits énergétiques en 1984 (4 heures de chauffage et 2 heures d'eau chaude par jour, pas d'éclairage dans les rues...). Ce dénuement absolu était de plus en plus mal toléré par la population. En novembre 1987, les émeutes de Brasov révélèrent l'ampleur du désastre et l'état d'esprit des Roumains. Mais ce n'est que plus de deux ans plus tard, en décembre 1989, qu'ils mirent fin dans la violence, au régime de N. Ceaucescu.

### 6. Endettement extérieur en devises convertibles.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989 (a)
Dettes convertibles (millions de \$)									
• brute	10 159	9 766	8 880	7 198	6 634	6 495	6 030	2 810	1 000
• nette	9 859	9 466	8 370	6 557	6 265	5 860	4 644	2 001	- 60
Dettes «réelles» (b) (millions de \$ 1988)									
• brute	10 730	10 427	9 941	8 789	7 703	6 933	5 738	2 810	—
• nette	10 409	10 085	9 368	8 064	7 293	6 273	4 375	2 001	—
Structure par type d'emprunt (en % du total)									
• Prêts officiels et garantis	14	13	11	19	17	17	17	24	—
• Prêts bancaires	47	39	35	30	36	32	35	19	—
• FMI/BRI	17	26	31	35	36	40	34	32	—
• Autres (non OCDE)	22	22	23	16	11	11	13	25	—
Ratios d'endettement									
• Dette nette/exportations de biens	135	152	134	95	100	98	76	32	- 1
• Service de la dette/ exportations de biens	36	46	35	25	27	30	23	15	

(a) prévision.

(b) La dette réelle est évaluée à taux de change constant (1988) pour donner une indication de l'effet des variations de change.

Source : OCDE, *Financial Market Trends*, 45, février 1990.

(4) Le nombre de cases vides dans ce tableau est révélateur des pratiques roumaines en matières de publication de données au cours des dernières années du régime de N. Ceaucescu.

## 7. Vulnérabilité nette (en milliards de \$).

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. Besoin de financement total	4,1	2,9	1,7	-0,1	0,8	0,4	0,4	-0,4	-0,7
Déficit courant <sup>(1)</sup>	0,8	-0,6	-0,9	-1,5	-0,9	-1,3	-1,9	-2,2	-2,0
Emprunts	3,3	3,5	2,6	1,4	1,7	1,7	2,3	1,9	1,3
• long terme	1,2	1,7	1,4	1,0	1,2	1,2	1,4	1,1	1,0
• court terme	2,1	1,8	1,2	0,4	0,5	0,5	0,9	0,7	0,3
B. Ressources totales	1,3	0,8	0,9	1,0	0,6	0,9	1,6	0,8	1,4
• réserves <sup>(2)</sup>	0,3	0,3	0,5	0,6	0,4	0,6	1,4	0,8	1,1
• crédits inutilisés	1,0	0,5	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0	0,3
C. Vulnérabilité (B - A) <sup>(3)</sup>	-2,8	-2,1	-0,8	1,1	-0,2	0,5	1,1	1,2	2,1

(1) Un signe positif indique un déficit courant, donc un besoin de financement.

(2) réserves à la BRI.

(3) Un signe négatif indique une vulnérabilité nette.

Source : OCDE, *Financial Market Trends*, 45, février 1990.

8. Volumes d'exportations et d'importations totales (taux de croissance annuels, %)  
Soldes commercial et courant en monnaies convertibles (en milliards US \$)

	1971-1975	1976-1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989 (a)
Exportations	7,6	6,1	11,3	-8,3	3,2	15,9	0,3	0,2	-4,3	7,4	-8,2
Importations	6,6	9,1	-7,2	-22,4	-3,8	10,5	8,5	18,3	-6,3	5,8	0,8
Solde commercial	-0,1	-0,7	0,2	1,5	1,7	2,2	1,4	1,9	2,4	3,9	3,7
Solde courant	-0,3	-1,1	-0,8	0,7	0,9	1,5	0,9	1,4	2,1	3,8	3,7

(a) estimations.

Source : UN, ECE. *Economic Survey of Europe*, 1989-1990.

9. Indicateurs d'offre et de demande (taux de croissance annuels).

	1976-1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989 (c)
Produit matériel net	—	2,2	2,7	3,7	7,7	5,9	7,3	4,8	3,2	—
Production industrielle	9,5	2,6	1,1	4,7	6,7	4,9	7,7	4,5	3,6	—
Production agricole	4,8	-0,9	7,6	-1,6	13,3	0,1	12,8	2,3	2,9	—
Consommation	—	3,0	-1,3	0,7	5,9	7,4	—	—	—	—
Investissement	—	-24,5	-2,0	6,0	-4,7	-0,2	—	—	—	—
Emploi total (sphère matérielle)	0,3 (0,1)	-0,3 (-0,6)	0,7 (0,5)	0,6 (0,7)	0,1 (0,2)	0,7 (0,5)	0,8 (0,7)	0,5 (0,7)	0,4 (0,6)	—
Productivité du travail (a)	7,2	2,8	2,2	2,9	7,7	5,3	6,8	4,1	2,6	—
Productivité du capital (b)	-2,9	-5,8	-6,8	-5,0	-2,2	-1,7	-0,3	-2,1	—	—

(a) produit matériel net par employé dans la sphère matérielle.

(b) produit matériel net par unité de capital productif dans la sphère matérielle.

(c) estimation ONU.

Source : UN, ECE, *Economic Survey of Europe*, différentes années.

## Les premières mesures du nouveau gouvernement et l'état des réformes

Les nouveaux dirigeants ont pris les mesures d'urgence qui s'imposaient. En même temps que la suppression des restrictions à la consommation d'énergie et l'abolition du rationnement alimentaire, ils ont décidé la suspension de toute exportation de produits alimentaires jusqu'à la mi-90 et l'organisation des importations en vue de permettre l'approvisionnement du marché intérieur en biens de première nécessité (énergie et produits alimentaires) : importation d'électricité et de gaz naturel en janvier (The Economist Intelligence Unit), et de 150 millions de dollars de produits alimentaires au cours du premier trimestre (*Financial Times* du 22/01/90).

Dans le domaine social, le Ministre du travail a déclaré que les salaires seraient liés au montant de la production réalisée avec une

## 10. Revenus et épargne des ménages.

	1981-1985	1986	1987	1988	1989
Revenu réel par tête (taux de croissance annuel)	—	—	—	—	—
Salaire réel par employé (taux de croissance annuel)	- 0,03	1,1	0,6	—	—
Prix à la consommation (a) (taux de croissance annuel)	4,8	- 0,1	—	—	—
Dépôts d'épargne • en valeur (b) • en volume (1980 = 100)	130,5 —	167,3 130,5	— —	— —	— —
Taux d'épargne (c)	—	3,6	—	—	—
Progression marginale à épargner	—	- 1,0	—	—	—

(a) indice des prix du détail dans le secteur d'État. Données F M I.

(b) en milliards de lei.

(c) flux d'épargne financière sur revenus monétaires.

Source : UN, ECE, *Economic Survey of Europe*, 1989-1990.

garantie de 75 % du salaire de base en cas de chute de production indépendante des travailleurs. Par ailleurs, alors que la durée hebdomadaire de travail était de 46 heures, la semaine de cinq jours a été instaurée.

L'agitation sociale et la désorganisation des premiers mois de l'année ont entraîné une chute de la production et l'apparition d'un chômage important : selon certaines estimations, il y aurait environ 1,5 million de chômeurs. Les mesures d'urgence ont, d'autre part, dégradé le solde courant, qui est devenu négatif dans les premiers mois de 1990. Pour assainir la situation extérieure, une dévaluation de 50 % du *leu* (21 *lei* pour un dollar) a été pratiquée le 1<sup>er</sup> février 1990, en même temps que l'unification du taux de change <sup>(5)</sup>. En outre, les nouvelles autorités s'efforcent de négocier le remboursement des nombreuses créances roumaines sur les PED et des accords avec les pays occidentaux —

(5) Ce nouveau taux de change demeure toutefois très surévalué par rapport au taux du marché noir (environ 80 *lei* par dollar).

accords tarifaires avec la CE, aides et crédits — que ces derniers se montrent, jusqu'à présent, réticents à signer, suspendant leur agrément aux progrès dans la démocratisation et dans la réforme de l'économie <sup>(6)</sup>.

La réforme a en effet été, jusqu'à présent, assez timide et ses orientations sont encore mal définies. En dehors des mesures déjà mentionnées, elle a surtout concerné l'agriculture. La politique de « systématisation » a été suspendue et plusieurs décrets favorisent l'introduction limitée d'un secteur privé par l'autorisation de petits lopins de terre privés dans les fermes d'État et les fermes coopératives :

- Dans les zones montagneuses, les fermes coopératives pourront allouer, pour usage privé, des terres arables et d'élevage à leurs fermiers, dans la mesure où cela n'empiétera pas sur les besoins en fourrage du cheptel commun.

- Dans les autres zones, les fermes seront autorisées à céder jusqu'à 5 000 m<sup>2</sup>, à condition que ces terres soient destinées à la culture.

- La surface occupée par les maisons et jardins des fermiers deviendront leur propriété privée qui pourra donc être vendue ou transmise par héritage.

Les fermiers pourront vendre le produit de leur exploitation privée soit à un réseau étatique, soit directement sur le marché. De même, les coopératives et fermes d'État devront évoluer vers l'autonomie de gestion. L'État s'est, en outre, engagé à fournir des aides, notamment financières, pour faciliter la mécanisation et l'approvisionnement en engrais, semences, et autre produits de base.

En matière économique comme en matière politique, les progrès de la libération paraissent bien minces et de nombreuses incertitudes pèsent sur les orientations futures.

*Achévé de rédiger le 24 septembre 1990.*

## Références bibliographiques

Economist Intelligence Unit, 1990 : *Roumania Country Report*, n° 1, mars.

LHOMEL, Edith, 1986 et 1990 : « Roumanie », *Panorama de l'Europe de l'Est, Le courrier des pays de l'Est*, n° 309-310-311 ; « Roumanie : la fin désastreuse d'un régime dictatorial », mise à jour 1990 du *Panorama de l'Europe de l'Est* ; Paris, CEDUCEE, La documentation française.

OCDE, 1990a : *Perspectives économiques*, n° 47, juin.

OCDE, 1990b : *Financial Market Trends*, n° 45, février.

UN (ONU), ECE : *Economic Survey of Europe*, différentes années ; notamment 1989-1990, mai 1990.

---

(6) Si l'on excepte un accord de coopération économique avec l'Espagne, assorti d'un crédit de 100 millions de dollars, seules des aides humanitaires d'urgence ont été accordées.